Cultures & Conflits

33-34 (printemps-été 1999)
Les anonymes de la mondialisation

Saskia Sassen

La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 2)

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Saskia Sassen, « La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 33-34 | printemps-été 1999, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 01 septembre 2016. URL : http://conflits.revues.org/610

Éditeur : Centre d'études sur les conflits
http://conflits.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://conflits.revues.org/610
Document généré automatiquement le 01 septembre 2016. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.
Creative Commons License

Saskia Sassen

La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 2)

1 La métropole mondiale : un carrefour pour de nouveaux enjeux politico-économiques La mise en place de processus et de marchés d'envergure planétaire dans les principales métropoles a eu pour conséquence une très forte croissance de toute la partie internationalisée de leurs économies, mais elle a du même coup imposé une nouvelle série de critères pour apprécier l'apport des diverses activités économiques et de leurs productions et pour leur assigner une valeur. De nombreux secteurs de l'économie de ces métropoles ont énormément souffert de cette évolution qui ne saurait être appréhendée exclusivement en termes quantitatifs. Les tendances à la polarisation qu'il est possible d'observer se manifestent sous trois formes bien distinctes : premièrement, dans l'organisation spatiale de l'économie des métropoles, deuxièmement, dans les structures qui assurent la reproduction des groupes sociaux et enfin, troisièmement, dans l'organisation du travail. Par ailleurs, ces tendances qui engendrent des formes très diverses de polarisation portent également en elles les conditions nécessaires, d'une part à l'émergence d'une pauvreté et d'une exclusion générées par la situation du marché de l'emploi et, d'autre part, à l'apparition de nouvelles classes sociales. La domination exercée par cette économie de services à forte valeur ajoutée dont j'ai parlé donne en fait naissance à ce que l'on pourrait appeler un nouveau « régime » économique ; elle permet en effet à cette économie de s'imposer à la totalité de l'économie des métropoles alors qu'elle n'en représente elle-même qu'une petite partie. Cette domination est notamment le fait de nouveaux groupes proposant tout un ensemble de services organisés autour de leur activité dans le secteur de la finance. Elle a par ailleurs un effet de polarisation dans la mesure où la capacité des entreprises du secteur de la finance à générer des bénéfices considérables tend à dévaloriser les entreprises industrielles et celles produisant des services à faible valeur ajoutée qui sont incapables de faire de même. En fait, c'est une combinaison complexe d'évolutions récentes qui autorise les entreprises évoluant dans les secteurs de pointe à réaliser de tels bénéfices, à savoir : des technologies permettant aux capitaux de circuler avec une extrême facilité d'un bout à l'autre de la planète, la déréglementation de nombreux marchés qui permet justement de profiter de cette hypermobilité, l'invention d'outils financiers tels que la titrisation qui en rendant disponibles des capitaux qui ne l'étaient pas jusqu'alors leur permet de circuler et ainsi de générer des profits supplémentaires et enfin, une demande de services sans cesse en hausse dans tous les secteurs de l'industrie qui va de pair avec une complexité et une spécialisation de plus en plus grandes de ces services, complexité et spécialisation qui ont pour conséquence d'en accroître la valeur et souvent de la surestimer comme l'ont montré les hausses exceptionnelles qu'ont connu les salaires des cadres supérieurs et des présidents de société au début des années 80[1]. De plus, le phénomène de mondialisation concourt à rendre ces services de plus en plus complexes, à accentuer leur dimension stratégique et à accroître la fascination qu'ils exercent, participant ainsi à la surenchère dont ils font l'objet. Le nombre des entreprises capables de générer des bénéfices extrêmement élevés ayant atteint un seuil critique, il contribue désormais à faire monter les prix des locaux commerciaux, des services destinés aux différents secteurs de l'industrie et plus généralement de toutes les ressources nécessaires à l'ensemble de l'activité économique ; la survie des entreprises dont la capacité à générer des bénéfices est plus incertaine se trouve dès lors de plus en plus menacée. Ces dernières assurent pourtant un rôle essentiel pour le bon fonctionnement de l'économie des métropoles et pour la satisfaction des besoins quotidiens des citadins mais malgré cela, la capacité à générer de considérables bénéfices qui caractérise les entreprises de services financiers et les entreprises de services à forte valeur ajoutée menace leur viabilité. Les entreprises de l'économie internationalisée, et celles qui en dépendent directement, telles que les restaurants et des hôtels haut de gamme, pratiquent des prix élevés et génèrent d'importants bénéfices ; aussi est-il de plus en plus difficile pour les autres acteurs de l'économie de rivaliser en matière d'acquisition de locaux et

d'investissements. En conséquence, nombre d'entre eux ont vu le niveau de leurs prestations se dégrader considérablement ou ont du être délocalisés : on assiste par exemple au remplacement de magasins de proximité, destinés à satisfaire les besoins des habitants d'un quartier, par des boutiques et des restaurants de luxe à destination des revenus élevés des nouvelles élites des métropoles. Certes il y a toujours eu des secteurs de l'économie plus rentables que d'autres. Mais la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est d'une autre ampleur ; elle engendre en effet de très importantes distorsions entre les opérations qui ont lieu sur des marchés de toutes sortes, depuis le marché du logement jusqu'au marché du travail. Pour donner un exemple, les conséquences de la polarisation sur les entreprises et les ménages ainsi que sur l'organisation spatiale de l'économie contribuent selon moi à développer le caractère informel d'un nombre croissant d'activités économiques qui participent aux économies de pointe des métropoles. Lorsque des entreprises qui structurellement ne sont pas en mesure de réaliser d'importants bénéfices sont confrontées à une demande suivie pour leurs produits ou leurs services, voire à une hausse de cette demande, de la part des ménages ou des autres entreprises il ne leur sera souvent pas possible de rivaliser, et donc de répondre à cette demande, si elles évoluent dans un environnement économique au sein duquel un important secteur est capable de réaliser des bénéfices largement supérieurs à la normale. Le recours à des pratiques informelles est souvent l'une des rares solutions qui puisse permettre à ce type d'entreprises de s'en sortir ; elles utiliseront par exemple des locaux qui ne sont pas habilités pour abriter des activités commerciales ou industrielles, comme par exemple les sous-sols de locaux d'habitation, ou encore des locaux ne répondant pas aux normes d'hygiène, de sécurité ou autres. Et de la même façon, ce sont des pratiques informelles qui permettront à de nouvelles entreprises de pénétrer sur un marché où leurs produits ou services sont très recherchés bien qu'elles ne soient capables de dégager que des petits bénéfices. Une autre solution s'offre cependant à elles : sous-traiter une partie de leur travail à des acteurs qui eux, auront recours à ces pratiques informelles[2]. La recomposition du paysage des sources de la croissance et du profit consécutive à toutes ces évolutions contribue également à réorganiser certaines composantes des schémas de reproduction des groupes sociaux et des schémas de consommation. Si les classes moyennes restent majoritaires, les conditions qui ont présidé à leur essor et leur ont assuré un pouvoir politico-économique dans les décennies qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, à savoir le rôle central joué par la production et la consommation de masse dans la croissance économique et dans la formation du profit, ces conditions donc ont été grandement modifiées par les nouvelles sources de la croissance. Les secteurs de l'industrie dans lesquels on trouve une forte concentration d'emplois très rémunérateurs et d'emplois qui au contraire sont très faiblement rémunérés, ont connu une croissance rapide qui s'est traduite par des modifications des schémas de consommation qui, à leur tour, ont eu des répercussions sur l'organisation du travail et sur les types d'emploi créés. Le développement d'une classe de travailleurs à hauts revenus et l'apparition simultanée de nouveaux repères culturels ont conduit à la constitution d'une forme de petite noblesse dont l'existence ne repose en dernière analyse que sur l'abondance d'une main-d'œuvre prête à travailler pour une faible rémunération. Dans les métropoles, une grande part des besoins en biens de consommation des ménages à faibles revenus sont satisfaits par de petits ateliers de production ou par des petits magasins de vente au détail, souvent tenus par les membres d'une même famille et rarement conformes aux normes de sécurité et d'hygiène. Ainsi par exemple, des vêtements produits dans des ateliers clandestins où le droit du travail n'est pas respecté seront suffisamment bon marché pour rivaliser avec les produits importés d'Asie dont les coûts de production sont particulièrement faibles. De plus en plus de produits et de services, tels que du mobilier à bas prix fabriqué dans des sous-sols, des taxis sans licence ou des familles assurant des gardes d'enfants permettent de répondre aux besoins des ménages à faibles revenus dont le nombre ne cesse d'augmenter. Afin de conceptualiser le rôle que jouent aujourd'hui les pratiques informelles dans les économies de pointe des métropoles, il est possible de les envisager comme l'équivalent systémique de ce que l'on appelle la déréglementation qui, elle, est à l'œuvre dans les parties nobles de l'économie[3]. On observe en effet que d'un côté, la déréglementation touche un nombre grandissant des branches les plus

en pointe du secteur de l'information tandis que de l'autre, les pratiques informelles séduisent un nombre de plus en plus grand de secteurs qui n'ont pas la capacité de dégager des bénéfices substantiels ; en fait, ces phénomènes peuvent tous les deux être appréhendés comme des ajustements consécutifs à la tension de plus en plus forte existant entre les nouvelles évolutions que connaît l'économie et les anciennes règles qui la régissent[4]. Le concept de « fractures régulatrices »[5] me permet de caractériser cette situation.

2 Conclusion On peut dès lors considérer que toutes ces évolutions dessinent de nouvelles géographies faites de centres et de périphéries qui bousculent la traditionnelle ligne de partage entre pays pauvres et pays riches ; les nouvelles géographies de la périphérie s'imposent plus particulièrement à nous, et ce de plus en plus, non seulement dans les pays en voie de développement mais aussi au sein même des pays les plus développés économiquement. Dans les métropoles de tous ces pays notamment, on peut observer une nouvelle géographie de centres et de périphéries dans laquelle les inégalités traditionnelles apparaissent renforcées mais qui révèle également l'existence de toute une série de dynamiques productrices de nouvelles inégalités. Les principales métropoles de la planète sont l'espace dans lequel un grand nombre de processus de mondialisation se matérialisent et trouvent une inscription géographique. Or, cette inscription géographique est précisément l'essentiel de ce qu'est réellement le processus de mondialisation. Ajoutons à cela le fait qu'une part grandissante des populations les plus déshéritées s'entassent dans ces métropoles - c'est notamment le cas des populations immigrées d'Europe et des États-Unis, des citoyens américains originaires d'Afrique ou d'Amérique latine ou encore des habitants des immenses bidonvilles des mégalopoles du Tiers-Monde - et l'on comprendra que les métropoles soient devenues le terrain d'élection des affrontements et de l'expression de toutes les contradictions. Il est possible d'envisager les métropoles comme l'un des lieux où se cristallisent les contradictions que charrie avec elle la mondialisation du capital. D'un côté, elles concentrent une part complètement démesurée de la puissance des grandes entreprises et elles sont l'un des lieux privilégiés où se construit la valorisation excessive dont sont l'objet ces entreprises ; de l'autre, elles concentrent une part toute aussi exagérée des populations les plus déshéritées et sont également l'un des lieux privilégiés où se construit la dévalorisation de ces personnes. Par ailleurs, la coexistence entre ces deux mondes a lieu dans un environnement caractérisé par deux tendances : premièrement, les économies sont de plus en plus nettement indépendantes des États tandis que les métropoles sont de plus en plus des lieux d'importance stratégique pour les capitaux qui circulent d'un bout à l'autre de la planète, et deuxièmement, les populations marginalisées ont désormais les moyens de faire entendre leur voix et la métropole fait maintenant l'objet de leurs revendications. Enfin, l'existence de deux mondes distincts apparaît de plus en plus flagrante car le fossé qui les sépare se creuse de plus en plus. Cette coexistence a fait de la métropole un lieu que l'on se dispute. La métropole mondiale est faite de diversité. Les espaces qui la constituent sont certes marqués par la culture dominante qui est celle des grandes entreprises mais aussi par la multiplicité des autres cultures et des autres formes d'identités, notamment celles qui sont le fruit de l'immigration. Il est aisé de deviner comment la situation va évoluer : la culture dominante ne peut embrasser qu'une partie de la métropole. Les autres cultures et les autres formes d'identité en revanche, elles, sont partout et ce en dépit du fait que le pouvoir exercé par les grandes entreprises s'efforce de leur coller l'étiquette « autre chose » afin de les dénigrer. Les communautés immigrées de New York et de Los Angeles et leurs pratiques économiques informelles sont deux exemples entre autres de cette évolution. À ce jour, les métropoles mondiales sont pour partie des espaces où un certain postcolonialisme trouve à s'exprimer et qui à la vérité, contiennent tous les éléments nécessaires à la mise en place d'un discours postcolonialiste[6]. Le phénomène de mondialisation ouvre un espace de contradictions, caractérisé par de la contestation, de la différenciation et par des passages incessants entre tous les espaces qui le constituent[7].

Notes

1 Il faut noter cependant que la capacité à générer d'importants bénéfices de ces nouveaux secteurs en plein essor repose en partie sur des pratiques spéculatives. La crise des années 90 qui a suivi la hausse exceptionnelle des bénéfices réalisés dans les secteurs de la finance et de l'immobilier au cours des années 80 a d'ailleurs permis de mesurer l'importance de la dépendance à l'égard de ces pratiques spéculatives. La crise cependant ne semble pas avoir affecté l'essentiel de la dynamique observée dans ces deux secteurs. Sans doute faut-il plutôt y voir un simple ajustement, un retour à des niveaux de bénéfices plus raisonnables c'est-à-dire moins spéculatifs. Mais la dynamique de polarisation dans son ensemble, qui est mise en œuvre par les niveaux des bénéfices réalisés dans les économies des métropoles, et les distorsions observées sur de nombreux marchés persistent.
2 D'une manière plus générale, on assiste à la mise en place de nouveaux segments sur le marché du travail. Cette restructuration est marquée par deux grandes tendances. Premièrement, le rôle joué par l'entreprise dans la structuration de la relation de travail est en perte de vitesse et c'est le marché qui tend à prendre le relais. Enfin deuxièmement, certaines des fonctions qui étaient autrefois du ressort du marché du travail sont désormais assurées par les ménages ou par la communauté dans son ensemble.
3 Voir mon article « The Informal Economy : Between New Developments and Old Regulations » publié en juin 1994 dans The Yale Law Journal, vol. 103, n 8, p. 2289-2304.
4 En associant les notions de pratiques informelles et de croissance économique, nous nous situons au-delà de l'analyse qui consiste à dire que l'apparition, dans des métropoles telles que New York ou Los Angeles, de secteurs économiques où règnent les pratiques informelles est due à la présence d'immigrés qui cherchent à reproduire des stratégies de survie importées des pays du Tiers-Monde. Nous nous situons également au-delà de cette autre analyse qui elle, consiste à dire que dans les économies fortement industrialisées que nous connaissons aujourd'hui, ce sont les notions de chômage et de récession économique qui sont les principaux facteurs explicatifs du recours à des pratiques informelles. Il se pourrait par contre que l'association des notions de pratiques informelles et de croissance économique mette en lumière certaines caractéristiques du capitalisme avancé qui sont souvent laissées dans l'ombre. Au sujet des pratiques informelles dans les économies de nombreux États, on trouvera des travaux récents dans le remarquable recueil d'articles de Parnreiter et al., publié en 1997.
5 N.D.T. : l'auteur parle ici de « regulatory fractures ».
6 À ce sujet, voir Hall S., « The Local and the Global…, op. cit ; et, King Anthony D., Urbanism, Colonialism and the World Economy. Culture and Spatial Foundations of the World Urban System, London, The International Library of Sociology, Routledge, 1990.Il est particulièrement intéressant de se pencher sur le type d'internationalisation que connaissent aujourd'hui les métropoles des anciennes colonies. À cet égard, le travail effectué par King Anthony D., (op. cit., 1990) et dans lequel il analyse les conditions historiques et les rapports d'inégalité qui ont présidé à la construction de la notion d' « international », est absolument essentiel. King y montre comment au cours de la période coloniale, certaines des principales villes des colonies parmi les plus anciennes étaient en fait bien plus internationalisées que les principales villes des puissances colonialistes. Et pourtant, on considère souvent que l'internationalisation, au sens où on l'entend aujourd'hui, trouve ses origines dans l'histoire des pays du centre. De son côté, Hall met à jour un deuxième point aveugle de la pensée contemporaine lorsqu'il constate que c'est au cœur des anciennes puissances coloniales que les critiques postcolonialiste et postimpérialiste ont vu le jour et qu'elles omettent de prendre en compte tout un ensemble de facteurs dont le rôle paraît aujourd'hui évident dans les villes ou dans les pays des anciennes colonies. Enfin, en ce qui concerne les flux migratoires internationaux qui pour l'essentiel partent des anciennes colonies ou, dans le cas des États-Unis et plus récemment du Japon - cf. Shank G. (ed.), Japan enters the 21st Century, Social Justice, vol. 21, n° 2, été 1994 - partent de territoires ayant fait l'objet d'une forme de néocolonialisme pour se diriger vers les pays du centre, l'idée selon laquelle ces flux seraient le pendant du processus d'internationalisation du capital qui aurait débuté avec la colonisation constitue un point aveugle supplémentaire.
7 Les exemples sont nombreux. La culture de masse, étendue à l'ensemble de la planète, a un pouvoir d'homogénéisation et elle est capable d'intégrer une très grande variété d'éléments prélevés dans les cultures locales. Mais ce processus n'atteint jamais son terme. L'étude que j'ai menée à partir de données concernant l'industrie de l'électronique montre que désormais,

travailler dans des secteurs de pointe ne signifie plus automatiquement faire partie de l'aristocratie de la classe ouvrière. C'est pourquoi par exemple, les femmes travaillant dans les zones franches des pays du Tiers-Monde continuent de faire l'objet d'une discrimination : le capitalisme en effet ne fait aucun cas des différences. Les immigrés « clandestins » sont un autre exemple : cette fois, les frontières entre les États suscitent la différence et la criminalisent. Ces types de différenciation jouent un rôle central dans la mise en place d'un système économique planétaire. À ce sujet, voir notamment : Wallerstein (Ingmar), « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », in Featherstone Mike (ed.), Global Culture : Nationalism, Globalization and Modernity, Londres, Sage, 1990.

Pour citer cet article

Référence électronique

Saskia Sassen, « La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 33-34 | printemps-été 1999, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 01 septembre 2016. URL : http://conflits.revues.org/610

Droits d'auteur

Creative Commons License

Ce texte est placé sous copyright de Cultures & Conflits et sous licence Creative Commons.

Merci d'éviter de reproduire cet article dans son intégralité sur d'autres sites Internet et de privilégier une redirection de vos lecteurs vers notre site et ce, afin de garantir la fiabilité des éléments de webliographie. » (voir le protocole de publication, partie « site Internet » : http://www.conflits.org/index2270.html).

Entrées d'index

Mots-clés : économie politique, flux, mobilité, frontières